

Risques alimentaires et économiques en Méditerranée

Paula Cusí Echaniz

Stagiaire, Secrétariat Général du CIHEAM

2009 : l'année de l'insécurité alimentaire

Cette année 2009, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la sous-alimentation touchera environ 1 020 000 000, soit près d'un habitant sur six que compte la planète. Ce chiffre inquiétant indique une augmentation de 100 millions de personnes souffrant de la faim par rapport à 2008 (+11%), selon le nouveau rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) publié le 19 juin 2009¹. Le document, intitulé « Les victimes de la faim plus nombreuses que jamais », souligne que le nombre de personnes souffrant de la faim aurait augmenté entre 1995-97 (825 millions) et 2004-06 (873 millions) dans toutes les régions du monde, sauf en Amérique latine et les Caraïbes, alors que des progrès pour réduire la faim chronique avaient été accomplis dans les années 1980 et au début 1990. Les estimations de la FAO pour 2009, appuyées sur une étude du Département d'Agriculture des Etats-Unis, confirment donc que l'aggravation de l'insécurité alimentaire au long des dix dernières années constitue une véritable tendance lourde et donc une menace majeure pour l'Humanité.

D'après le rapport, la quasi-totalité des malnutris de la planète vivent dans les pays en développement : 624 millions en Asie-Pacifique, 265 millions en Afrique subsaharienne, 53 millions en Amérique latine et Caraïbes, 42 millions au Proche Orient et Afrique du Nord, contre 15 millions dans les pays développés. En outre, le document souligne que, même si les zones urbaines sont de plus en plus affectées, la sous-alimentation touche surtout les milieux ruraux des pays du sud. Ainsi, d'après la FAO, 50% des personnes souffrant de la faim seraient des petits paysans, 10% des éleveurs, 20% des paysans sans terre et 20% des urbains pauvres.

Comme le fait remarquer la FAO, cette aggravation de la faim dans le monde n'est pas le résultat de mauvaises récoltes, puisque cette année, les prévisions de production des denrées alimentaires fondamentales, à commencer par les céréales sont à peine inférieures au niveau record de 2008. Ainsi, dans certaines régions, comme l'Afrique du Nord, on s'attend à de très bonnes récoltes grâce à un pluviomètre favorable cette année, dont tout particulièrement au Maroc².

La cause principale de cette forte augmentation de la faim est en réalité la crise financière internationale qui sévit dans tous les pays depuis quelques mois. En effet, le ralentissement de l'économie mondiale, amorcé initialement dans les pays du Nord, s'est étendu graduellement vers les économies émergentes et les pays en développement à travers différents canaux de transmission financiers et commerciaux, entraînant d'importants impacts négatifs pour leur croissance économique et partant, pour leur sécurité alimentaire.

¹ FAO, « Les victimes de la faim plus nombreuses que jamais », 19 juin 2009. En ligne sur www.fao.org

² FAO, « Crop prospects and food situation », 2009. En ligne sur : www.fao.org

Parmi ces mécanismes de transmission, on peut souligner principalement une diminution attendue de l'ordre de 32% des Investissements directs étrangers (IDE) à destination des pays en développement en 2009 ainsi qu'une forte réduction des échanges commerciaux internationaux entraînant une baisse des prix des produits exportés par les pays en développement et des revenus de ces exportations. Autre conséquence de la crise économique, la chute des fonds envoyés par les travailleurs émigrés (entre 5% et 8% en moins en 2009 selon la Banque Mondiale) alors qu'ils sont une source de revenus importants pour beaucoup de pays, dont les pays méditerranéens du Sud spécifiquement (Maroc, Egypte ou Liban par exemple, avec 5 à 10% du PIB annuel ces dernières années). De plus, l'Aide publique au développement (APD) a également diminué, la récession économique ayant affecté les budgets des pays donateurs. Cela se traduit par une diminution des programmes de protection sociale pour les pauvres. Enfin, il s'est produit un resserrement du crédit, les pays en développement ayant vu augmenter le coût de leurs emprunts étrangers, tant privés que publics. En résulte une diminution de l'entrée des devises étrangères, des pertes d'emplois, une contraction des revenus des ménages et donc une révision à la baisse des perspectives de croissance des pays en développement.

Cette crise économique survient juste après les crises alimentaire et énergétique de 2006-2008 qui ont entraîné des fortes augmentations des prix des matières premières et des principales denrées agricoles. Or, alors que les prix internationaux des denrées alimentaires ont chuté ces derniers mois, les prix locaux dans certains pays ont baissé moins rapidement ou se sont maintenus très élevés. Ainsi, les prix demeurent élevés par rapport à 2005/06 : fin 2008, la majorité des denrées alimentaires de base produites localement continuaient de coûter en moyenne 24 pour cent de plus en valeur réelle que deux ans plus tôt³. Au total, la conjonction de la baisse de revenus causée par la crise économique et la persistance de prix élevés des denrées alimentaires a eu des conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages et donc sur la sécurité alimentaire de beaucoup des pays en développement. Et comme tout porte à croire que les désordres agricoles iront en s'amplifiant, et que le prix du pétrole répartira à la hausse prochainement, le spectre de nouvelles crises alimentaires à court comme à moyen terme ne saurait être écarté du paysage stratégique internationale.

Ce sont les consommateurs pauvres qui sont bien entendu les plus affectés par la crise du fait qu'ils consacrent une grande partie de leur budget à l'alimentation et à l'achat des produits de première nécessité. Généralement, en époque de crise, les ménages modifient leurs schémas de dépenses. Ainsi, les dépenses alimentaires tendent à s'orienter vers des aliments moins chers, riches en calories et en énergie comme les céréales, au détriment des produits plus nutritifs comme la viande, les produits laitiers ou les fruits et légumes. Le problème est que cette fois les mécanismes que les ménages mettaient en œuvre d'ordinaire pour faire face à des secousses économiques avaient déjà été mis à l'épreuve en 2008 lors des crises précédentes. En conséquence, beaucoup de ménages, subissant depuis plusieurs mois les effets de la crise alimentaire, sont déjà trop affaiblis pour faire face au choc économique actuel. La spirale de l'appauvrissement et de la faim peut donc aisément s'enclencher et toucher de plus en plus d'être humains sur Terre.

Selon la FAO, avec l'augmentation du chômage urbain provoqué par la crise économique mondiale, les zones urbaines sont cette fois les plus confrontées à la crise alimentaire. Néanmoins, les zones rurales ne sont pas épargnées, d'autant plus qu'il s'est produit un véritable « exode rural à l'envers » : des millions de personnes ayant émigré vers les villes ont été obligés de retourner dans leurs régions rurales d'origine, complexifiant ainsi un peu plus les conditions de vie et les moyens de développement économique de territoires déjà frappés par la pauvreté. Selon Kanayo F. Nwanze, Président du Fonds international pour le développement agricole (FIDA) « une grande partie de victimes de la faim et de la pauvreté sur la planète sont des petits agriculteurs des pays en développement ». En effet, d'après la FAO, un tiers de la population paysanne mondiale, notamment celle qui n'a pas de terre, serait acheteuse nette de nourriture.

Toutes les régions du monde ont donc été affectées ces dernières années par la montée de l'insécurité alimentaire. Néanmoins, tandis que l'Afrique subsaharienne est la région qui compte le plus de personnes sous-alimentées, c'est la zone Afrique du Nord / Proche-Orient qui enregistre la plus forte augmentation en pourcentage des victimes de la faim (+13,5% en 2009). En effet, cette région, qui avait déjà été fortement touchée par la crise alimentaire en 2007-2008, vit aujourd'hui un fort ralentissement économique qui menace à nouveau la sécurité alimentaire de ces pays. Si la faim ne concerne que 42 millions de personnes dans cette région, soit environ 10% de la population, il faut prendre avec attention le fait que cette sous-nutrition croît aujourd'hui plus rapidement que dans n'importe quelle autre région du Monde.

³ Voir Paula Cusi Echaniz « Situation et perspectives céréalières en Méditerranée et dans le monde », Note d'alerte, CIHEAM, n°58, 20 mai 2009.

Quelles réponses internationales face à l'insécurité alimentaire ?

Pour beaucoup on est arrivé à une situation d'insécurité alimentaire à cause de la négligence des pouvoirs publics et de la communauté internationale qui ont axé sur une politique d'exportations libéralisée au lieu de sur des stratégies nationales de développement endogène de leur agriculture⁴. Jacques Diouf, directeur général de la FAO, affirmait récemment que « la crise silencieuse de la faim, qui touche un sixième de l'humanité, représente une grave menace pour la paix et la sécurité mondiale » et qu'en conséquence « nous devons de toute urgence dégager un large consensus sur l'éradication totale et rapide de la faim dans le monde et prendre les mesures nécessaires à cet effet ». Selon lui, c'est précisément dans ces moments de crise économique qu'il ne faut pas réduire le soutien à l'agriculture et qu'il faut, au contraire, l'accroître.

Il est vrai que la crise alimentaire mondiale a projetée à nouveau la sécurité alimentaire et l'agriculture au premier rang de l'agenda politique internationale, mais des actions concrètes peinent à voir le jour. Le sujet a été abordé en juin 2008 lors d'une conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale qui s'est tenu au siège de la FAO, à Rome, où 22 milliards d'aides ont été promis pour faire face à la crise alimentaire. Or, seul le 10% de ces engagements ont effectivement été versés jusqu'à présent. Aussi en avril 2009, lors de la première réunion des ministres de l'agriculture du G8, on a appelé à davantage d'investissement public et privé dans l'agriculture durable pour encourager l'approvisionnement alimentaire et assurer la sécurité alimentaire mondiale. Plus récemment, au Sommet du G8 à Aquila, Italie, tenu entre le 8 et 10 juillet 2009, les pays les plus industrialisés ont promis entre 15 et 20 milliards de dollars en trois ans pour garantir la sécurité alimentaire dans le monde, et ainsi lutter contre la faim. À chaque réunion tout le monde s'accorde sur les mesures et changements structurels à prendre : soutenir les pays pauvres afin qu'ils augmentent leur production et leur productivité agricole, privilégier les investissements dans l'agriculture afin que les petits exploitants aient accès aux semences et aux engrais, ainsi qu'à des technologies adaptées, aux infrastructures, à la finance rurale et aux marchés. Malgré les discours, on sait d'ores et déjà que l'objectif du premier Sommet mondial de l'alimentation de 1996, réaffirmé en 2002, consistant à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim pour le ramener à 420 millions d'ici 2015 pourra difficilement être atteint.

La crise économique n'épargne pas les pays de la Méditerranée

Selon un rapport économique de la Commission européenne de juin 2009, deux grands chocs externes à la région ont affecté les économies des pays du sud et de l'est de la Méditerranée en 2008 et leurs prévisions pour 2009 : la variation extrême des prix internationaux des biens et la crise financière et économique mondiale⁵.

Le transfert de la crise économique de l'Europe vers les pays méditerranéens du sud et de l'est a été lent mais progressif. Dans un premier moment, ces pays ont montré une relative résistance à la crise économique grâce à une structure économique plus fermée et moins intégrée à l'économie internationale, possédant en outre des modèles financiers plus prudents et donc moins exposés aux turbulences financières internationales. En 2007 et 2008, la forte pénétration de capitaux émanant des monarchies pétrolières du Golfe ont aussi contribué à la bonne santé macro-économique de ces pays, alors qu'avec la chute des cours de l'or noir, ces investissements se sont taris ces derniers mois. A la fin de 2008, les pays méditerranéens du Sud et de l'Est ont commencé à ressentir les premiers effets de la crise (voir tableaux annexes).

Ainsi, malgré une année 2008 caractérisée par une croissance économique relativement favorable, située en moyenne entre 4 et 5% pour les pays de la zone, les prévisions pour 2009 sont beaucoup plus modestes (2,4% en moyenne). Tous les premiers indicateurs de croissance sont en train de présenter des signes de fragilité : les revenus du pétrole se contractent dans les pays producteurs et la demande de biens de la part du marché européen fléchit, diminuant les revenus des pays exportateurs et affectant gravement l'emploi et la croissance. Par ailleurs, les transferts financiers des émigrés ainsi que l'activité du tourisme, deux des revenus principaux de ces pays qui viennent généralement atténuer le déficit commercial global, ont aussi diminué. Autre phénomène qui pressurise la situation, le ralentissement notable des IDE, en particulier ceux du Golfe. Les finances publiques de plusieurs pays de la région, déjà affaiblies par les multiples subventions pour les aliments de base et le pétrole, se trouvent dans une situation très délicate.

4 Laetitia Clavreul et Adrien de Tricornot, « Le monde en récession néglige la crise alimentaire », Dossier Le Monde Économie, 30 juin 2009.

⁵ European Commission, Directorate-General for Economic and Financial Affairs, « The impact of the Global Crisis on Neighbouring Countries of the EU », European Economy, Occasional Papers, n° 48, juin 2009.

La croissance de la main d'œuvre disponible, qui représentait déjà un des taux le plus haut du monde (3% par an entre 2005-2010), se maintiendra élevée en 2009, accroissant ainsi les tensions déjà palpables depuis plusieurs années sur le marché du travail, incapable d'absorber un tel flux d'arrivées de jeunes diplômés. Malgré les progrès importants effectués ces dernières années en matière de lutte contre le chômage, les mois qui viennent risquent de porter un sérieux coup d'arrêt aux mesures établies.

La fluctuation extrême des prix des denrées alimentaires et du pétrole ainsi qu'une forte demande interne, avait créé des nombreuses tensions budgétaires et une hausse de l'inflation en 2008. Ainsi, faut-il rappeler, à titre d'exemple, que l'Égypte avait consacré 2% de son PIB en 2008 pour les seules subventions au pain... Même si, grâce à la chute des prix internationaux, les projections de 2009 en matière d'inflation sont moins élevées qu'en 2008 (5,6% en 2009 par rapport à 8,8% en 2008), le taux d'inflation moyen reste élevé par rapport à la période 2005-2007. Dans certains pays comme l'Égypte ou l'Algérie, l'inflation est même annoncée comme plus forte cette année qu'en 2008.

Conclusion

Comme les autres pays de la planète, les économies méditerranéennes ont été prises dans les mailles d'une crise financière tellement globale qu'aucune région finalement n'en est finalement épargnée, contrairement à certains commentaires rapides et imprudents entendus l'année dernière sur l'amplitude géographique de cette crise.

Les risques de ce fort ralentissement de la croissance dans les pays méditerranéens du Sud et de l'Est sont multiples. L'un des plus immédiats concerne la corrélation avec les effets de l'insécurité alimentaire qui ne cesse de progresser, surtout quand on sait que les agitations sociales parfois qualifiées d'émeutes de la faim ont d'abord été des manifestations contre la vie chère de la part des plus démunis et des laisser pour compte.

Tableau 1. Indicateurs économiques des pays Méditerranéens

	2005	2006	2007	2008 prel.	2009 proj.
Real sector					
Real GDP growth (domestic currency, % change)					
Algeria	5.3	2.2	3.0	3.0	2.2
Egypt	4.5	6.8	7.1	7.2	4.1
Israel	5.3	5.2	5.3	4.1	-0.2
Jordan	7.2	6.4	6.0	5.5	3.5
Lebanon	2.6	0.6	7.5	8.5	2.0
Libya	5.6	5.8	6.8	6.3	3.5
Morocco	3.0	7.8	2.7	5.8	5.8
OPT	6.0	-4.8	-1.2	2.3	-3.1
Syria	4.5	5.1	4.2	5.2	2.9
Tunisia	4.2	5.7	6.3	4.5	2.0
<i>MED Region (GDP at PPP)</i>	<i>4.8</i>	<i>5.3</i>	<i>5.4</i>	<i>5.2</i>	<i>2.7</i>
Nominal GDP (EUR billion)					
Algeria	83	93	98	106	107
Egypt	73	89	97	111	145
Israel	107	115	120	135	144
Jordan	10	11	11	16	17
Lebanon	18	18	18	20	23
Libya	37	44	38	50	27
Morocco	48	53	55	60	67
OPT	4	4	4	4	
Syria	25	29	34	44	42
Tunisia	23	24	25	27	31
<i>MED Region (total)</i>	<i>427</i>	<i>479</i>	<i>501</i>	<i>574</i>	
GDP per capita (EUR)					
Algeria	2580	2866	2973	3183	3160
Egypt	1004	1196	1289	1441	1847
Israel	16232	16858	17337	19066	19964
Jordan	1873	2035	1915	2573	2682
Lebanon	4403	4358	4461	4821	5424
Libya	6294	7427	6322	8065	4317
Morocco	1590	1731	1770	1984	
OPT	958	946	947	881	
Syria	1306	1417	1649	2042	1922
Tunisia	2302	2374	2440	2595	2937
<i>MED Region (simple average)</i>	<i>3854</i>	<i>4121</i>	<i>4110</i>	<i>4665</i>	
Inflation (% change)					
Algeria	1.6	2.5	3.5	4.5	6.1
Egypt	11.4	4.2	11.0	11.7	17.1
Israel	1.3	2.1	0.5	3.8	1.5
Jordan	3.5	6.3	5.4	14.0	3.7
Lebanon	-0.7	5.6	4.1	10.8	2.7
Libya	2.0	3.5	6.3	10.3	7.6
Morocco	1.0	3.3	2.0	3.9	2.6
OPT	3.6	3.8	2.7	9.9	4.0
Syria	7.2	10.4	4.7	14.5	8.0
Tunisia	2.0	4.6	3.1	5.1	2.7
<i>MED Region (simple average)</i>	<i>3.3</i>	<i>4.6</i>	<i>4.3</i>	<i>8.8</i>	<i>5.6</i>

Social indicators	2005	2006	2007	2008	2009
Unemployment rate (%)					
Algeria	15.4	12.3	13.8	11.3	13.3
Egypt	10.5	11.5	9.5	8.5	8.9
Israel	9.0	7.7	7.3	6.1	7.6
Jordan	14.8	13.9	13.5	12.6	13.5
Lebanon					
Libya					
Morocco	10.8	11.1	9.7	9.5	10.7
OPT	23.5	23.6	22.0	23.9	23.6
Syria	8.0	8.3	8.4	9.0	8.5
Tunisia	14.2	14.3	14.1	14.0	14.3
<i>MED Region (simple average)</i>	13.3	12.8	12.3	11.9	12.6
Fiscal sector					
General government budget balance (% GDP)					
Algeria (Central Government)	11.9	13.6	11.8	9.0	-10.8
Egypt	-8.4	-9.2	-7.5	-7.5	-7.8
Israel	-4.8	-1.8	-0.8	-2.8	-4.1
Jordan	-10.0	-7.4	-9.2	-9.3	-11.4
Lebanon	2.1	1.7	1.8	1.4	1.1
Libya	32.8	37.4	34.0	33.2	-13.1
Morocco	-5.5	-2.3	-0.1	0.1	-2.9
OPT	-23.4	-30.5	-26.3	-23.3	-35.7
Syria (Central Government)	-4.5	-1.2	-3.4	-3.5	-9.0
Tunisia (Central Government)	-3.0	-2.7	-2.9	-3.0	-3.8
<i>MED Region (simple average)</i>	-1.3	-0.2	-0.3	-0.6	-9.7
Total gross public debt (% GDP)					
Algeria	27.3	23.8	19.0	15.1	18.6
Egypt	112.8	98.8	87.1	76.5	70.0
Israel	95.9	86.8	80.6	80.0	82.5
Jordan (Net Public Debt)	84.2	73.5	73.0	62.0	62.7
Lebanon	178.0	180.0	168.0	162.0	162.0
Libya	7.0	5.4	4.9	4.3	7.3
Morocco	62.1	57.4	53.6	48.6	51.8
OPT					
Syria	35.9	36.0	28.9	22.0	37.0
Tunisia	58.3	53.9	50.9	47.5	48.5
<i>MED Region (simple average)</i>	73.5	68.4	62.9	57.6	60.0
External sector					
Current account balance (% GDP)					
Algeria	20.6	25.2	23.6	22.0	3.8
Egypt	3.2	1.6	1.7	0.5	-1.8
Israel	3.3	5.6	2.6	0.8	1.5
Jordan	-17.9	-11.3	-16.7	-23.9	-12.3
Lebanon	-13.4	-5.6	-7.1	-11.4	-9.5
Libya	38.4	45.8	43.2	48.3	-7.9
Morocco	1.8	2.2	-0.1	-4.8	
OPT	-20.1	-8.0	0.1	2.4	-4.0
Syria	-2.2	-2.8	-3.3	-4.1	-4.5
Tunisia	-1.1	-2.0	-2.6	-4.4	-3.8
<i>MED Region (simple average)</i>	1.3	5.1	4.1	2.5	

Foreign direct investment (net, % GDP)					
Algeria	1.1	1.5	1.0	0.6	0.7
Egypt	4.3	5.6	8.1	7.5	4.0
Israel	1.3	-0.1	1.9	1.4	1.0
Jordan	12.0	22.1	11.5	11.8	8.5
Lebanon	8.0	7.9	5.3	4.7	
Libya	2.4	4.1	3.7	3.6	4.0
Morocco	2.7	3.1	3.1	2.7	3.3
OPT					
Syria	2.7	2.6	2.8	3.8	3.7
Tunisia	2.6	10.4	4.2	4.6	4.8
<i>MED Region (simple average)</i>	<i>4.1</i>	<i>6.4</i>	<i>4.6</i>	<i>4.5</i>	
FDI inflows in Med countries					
	2005	2006	2007	2008	2009
EUR billion					
Algeria	0.9	1.4	1.2	5.2	
Egypt	4.3	9.2	8.5	7.4	
Israel	3.9	11.7	7.3	3.2	
Jordan	1.4	2.6	1.3	1.6	
Lebanon	2.3	2.2	2.1	1.5	
Libya	0.8	1.6	1.9	3.1	
Morocco	1.3	1.9	1.9	1.6	
OPT	0.0	0.0	0.0	0.2	
Syria	0.4	0.5	0.6	1.1	
Tunisia	5.9	0.4	5.1	1.2	
<i>Total region</i>	<i>21.3</i>	<i>31.4</i>	<i>29.9</i>	<i>26.1</i>	
<i>MED Region (simple average)</i>	<i>2.1</i>	<i>3.1</i>	<i>3.0</i>	<i>2.6</i>	
External vulnerability					
	2005	2006	2007	2008	2009
External public debt (% GDP)					
Algeria	16.7	4.9	3.8	3.0	3.4
Egypt	19.6	17.6	14.9	12.9	13.7
Israel	56.7	58.5	53.3	44.8	46.6
Jordan	56.6	51.9	47.0	24.0	25.0
Lebanon	44.1	45.6	45.3	39.1	
Libya	9.8	8.7	9.1	8.9	17.0
Morocco	24.2	23.9	23.8	21.1	23.9
OPT	7.8	21.7	21.3	29.8	36.4
Syria	23.4	19.2	14.5	10.4	12.1
Tunisia	65.4	58.3	54.9	51.8	51.2
<i>MED Region (simple average)</i>	<i>32.4</i>	<i>31.0</i>	<i>28.8</i>	<i>24.6</i>	

Note: FDI figures come from ANIMA. See the country articles for the other sources and clarifications.

Source : European Commission, Directorate-General for Economic and Financial Affairs, « The impact of the Global Crisis on Neighbouring Countries of the EU » European Economy, Occasional Papers 48, juin 2009, p.47-49.



Le CIHEAM a été créé, à l'initiative conjointe de l'OCDE et du Conseil de l'Europe, le 21 mai 1962.

C'est une organisation intergouvernementale qui réunit aujourd'hui treize Etats membres du bassin méditerranéen (Albanie, Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie et Turquie).

Le CIHEAM se structure autour d'un secrétariat général situé à Paris et de quatre Instituts agronomiques méditerranéens (Bari, Chania, Montpellier et Saragosse).

Avec au cœur de son activité trois missions fondamentales (formation, recherche, coopération), le CIHEAM s'est progressivement imposé comme une référence dans ses domaines d'activité : l'agriculture, l'alimentation et le développement des territoires ruraux en Méditerranée.

A propos de l'Observatoire du CIHEAM

L'Observatoire méditerranéen du CIHEAM est un instrument d'analyse et de débat sur l'agriculture, le monde rural et l'alimentation en Méditerranée.

Les propos tenus dans les notes d'alerte et les notes d'analyse qui y sont publiées engagent la responsabilité de leurs auteurs, et en aucun cas celle du CIHEAM.

www.ciheam.org